



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 15/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING NORD-EST**

11 Route industrielle  
BP 1  
68320 Kunheim

Références : 0006702131\_2024\_09\_23\_DSSMITH Kunheim\_VIIC\_Echeances2  
Code AIOT : 0006702131

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD-EST implanté 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances associé à l'arrêté de mise en demeure du 17 novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING NORD-EST
- 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006702131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DS SMITH est spécialisée dans la fabrication de carton. 300 personnes travaillent sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Risques d'incendie liés aux installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien des installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 4	Levée de mise en demeure
2	Propreté de l'installation	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 6	Levée de mise en demeure
3	Protection incendie du stockage de bois	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 8	Levée de mise en demeure
4	Vérifications périodiques	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 9	Levée de mise en demeure
5	Déclaration d'incident	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 10	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agissait de la seconde visite réalisée dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/2023.

La première visite s'est déroulée le 23 avril 2024 et avait permis de vérifier que l'exploitant s'était mis en conformité avec les prescriptions contrôlées (article 2,3 et 5).

Le service d'inspection a constaté que l'exploitant s'est mis en conformité par rapport aux prescriptions des articles 4, 6, 8, 10 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 novembre 2023.

Par ailleurs, le service d'inspection a relevé des écarts dans le rapport de vérification des installations électriques pouvant conduire à un risque d'incendie. Une demande d'action corrective est demandée sur ce point. Il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure au vu du nombre d'observations du rapport électrique et du suivi réalisé par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Entretien des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :« [...] les installations de traitement sont correctement entretenues. [...]
<b>Constats :</b> Avant la visite, par mail du 20/09/2024, l'exploitant a transmis plusieurs documents justifiant que les installations de traitement font l'objet de maintenance préventive et curative. <ul style="list-style-type: none"> <li>un fichier GMAO de suivi des bons de travaux (BT) de la station de traitement a été présenté. Il liste les bons de travaux à réaliser et les dates de travaux effectifs correspondants,</li> <li>les comptes rendus de réunions hebdomadaires avec le sous traitant VEOLIA, assurant le suivi de la station dépurateur, liste entre autres les objectifs de la semaine suivante, les objectifs à long terme et les informations diverses.</li> </ul> L'inspection des installations classées a constaté que les installations de traitement font l'objet

d'un entretien régulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :« [...] Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le respect de cette prescription concernait les locaux de la station d'épuration dans lequel le service d'inspection avait constaté le 20 juillet 2023 la présence de dépôt de poussière noire ainsi que des traces d'encre au sol.</p> <p>Le service d'inspection a constaté que le suivi des opérations de nettoyage est formalisé dans les comptes rendus hebdomadaires de suivi de la station. Par exemple, dans le compte rendu du 26/09/2024, il est indiqué : « <i>gros nettoyage des locaux effectué par les agents.</i> »</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté visuellement que les locaux paraissent propres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Protection incendie du stockage de bois

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.2. de l'arrêté ministériel du 5/12/2016 susvisé :« [...] L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations :- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés » ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20/07/2023, l'inspection avait constaté qu'il n'existait pas de moyens de lutte contre l'incendie au niveau du stockage des palettes bois à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un extincteur de type 45 kg à poudre polyvalente sur roues au niveau du stockage bois extérieur.</p> <p>Cet extincteur est visible, accessible et signalé. D'autres extincteurs sont disponibles à l'intérieur des bâtiments, à proximité du stockage.</p> <p>L'agent d'extinction de l'extincteur de 45 kg est approprié au risque à couvrir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure
---

**N° 4 : Vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai d' 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.4.6. de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 susvisé :« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...] »
<b>Constats :</b> Par mail du 20 septembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports de vérifications suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• installation d'extinction automatique à eau : dernière vérification semestrielles du 2/07/2024,</li><li>• détection/extinction gaz (centrale déchets, broyeur, loca informatique) : vérification du 19/04/2024,</li><li>• poteaux d'incendie : 18/03/2024,</li><li>• RIA : 28/11/2023,</li><li>• extincteurs : 28/11/2023,</li><li>• installations électriques : 23/01/2024 + Q18 indiquant "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion"</li></ul> Par sondage, l'inspection a vérifié que les opérations de maintenance sont réalisées pour les moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• extincteurs : la maintenance est assurée par le prestataire réalisant la vérification. Plusieurs factures justifiant ce constat ont été présentées.</li><li>• détection/extinction gaz : l'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un contrat de maintenance avec son prestataire extérieur. L'exploitant a également indiqué qu'en cas de défaillance de matériel, des mesures compensatoires sont mises en œuvre selon un protocole défini avec l'assurance de l'exploitant.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 5 : Déclaration d'incident**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article R512-69 du code de l'environnement :  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20/07/2023, l'exploitant n'avait pas informé l'inspection des installations classées de l'incident de déversement de soude survenu le 03/01/2023.</p> <p>Par mail, l'exploitant a transmis avant la visite la fiche de notification d'incident daté du 26/11/2023 selon le modèle BARPI qui rassemble les éléments indiqués dans le formulaire du BARPI.</p> <p>Par exemple les éléments suivants sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les circonstances et les causes de l'incident,</li> <li>- la matière dangereuse et polluante impliquée,</li> <li>- la nature des conséquences,</li> <li>- les mesures prises,</li> <li>- les circonstances et causes directes de l'accident,</li> <li>- les causes profondes,</li> <li>- et les enseignements tirés et les améliorations de la sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Risques d'incendie liés aux installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté au service d'inspection son rapport Q18 de vérification des installations électriques qui mentionne en conclusion sur 3 constatations "<i>peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</i>".</p> <p>Le certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques selon le référentiel APSAD en complément des rapports de vérifications réglementaires établis simultanément. Le compte-rendu Q18 signale en particulier si l'installation électrique présente des dangers d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques sur la partie «code du travail » mentionne 26 observations dont 10 nouvelles par rapport au précédent rapport.</p> <p>Sur ce même document, l'exploitant inscrit de façon manuscrite les observations liées au certificat Q18. Par exemple pour l'observation n°17 « <i>Absence de protection de surcharges sur le(s) circuit(s)</i> », l'exploitant a mentionné « <i>Q18</i> » ainsi que « <i>Rien en place, à étudier,...</i> ». Pour certaines observations, les actions réalisées ou les remarques sont indiquées avec le cas échéant, un numéro de bon de travaux.</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure sous réserve qu'il traite les constatations présentant un risque d'incendie ou d'explosion liées au Q18 dans un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant remédie aux non-conformités existantes du rapport électrique du 26/01/24 et en priorité celles en lien avec les mentions " <i>peut présenter des risques d'incendie ou</i></p>

<i>d'explosion "</i> du certificat Q18.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois